

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 1999 — 4108

[S - C - 99/29355]

## 26 AVRIL 1999. — Décret organisant le sport en Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

## CHAPITRE Ier. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° « Conseil supérieur » : le Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française;
- 3° « Sportif » : personne qui se prépare, soit individuellement, soit dans un cadre collectif, en vue d'une activité sportive libre ou organisée sous forme de compétition ou de délassément ou qui y participe;
- 4° « Membre » : personne physique affiliée, par l'intermédiaire d'un cercle, à une fédération sportive telle que définie au 8°;
- 5° « Cercle » : association de sportifs affiliés à une fédération sportive telle que définie au 8°;
- 6° « Cadre administratif » : personnes employées à des fonctions de gestion ou de secrétariat;
- 7° « Cadre sportif » : personnes employées à des fonctions pédagogiques, techniques ou d'organisation sportive;
- 8° « Fédération sportive » : toute association de cercles qui a pour but de :
  - a) promouvoir une ou des activités physiques constituant une pratique sportive;
  - b) contribuer à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de la personne par des programmes permanents et progressifs;
  - c) favoriser la participation de ses membres à des activités libres ou organisées tant sous forme de compétition que de délassément.

## CHAPITRE II. — Des obligations et droits généraux des cercles et des sportifs

## Section I. — De la lutte contre le dopage

**Art. 2.** Les cercles incluent dans leurs statuts ou règlements les dispositions prévues par la réglementation et la législation applicables en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et de respect des impératifs de santé dans la pratique sportive.

**Art. 3.** Chaque cercle fait connaître à tous ses membres ainsi qu'aux parents ou personnes investies de l'autorité parentale de moins de 16 ans :

- 1° dans un souci de prévention, un document explicite et pédagogique de la Communauté française sur les bonnes pratiques sportives de leur discipline, ainsi que sur la nature réelle et les conséquences nocives de l'utilisation des substances et moyens visés au 2°;
- 2° la liste des substances et moyens interdits en vertu de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1989 relatif à la liste des substances et moyens visés par la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratique du dopage à l'occasion des compétitions sportives;
- 3° les mesures disciplinaires que la fédération applique en cas d'infraction à cette législation.

## Section II. — De la sécurité

**Art. 4.** Les cercles prennent les mesures appropriées pour assurer la sécurité de leurs membres et des participants aux activités mises sur pied soit par eux-mêmes, soit sous leur responsabilité. Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation.

## Section III. — Des droits et des devoirs des sportifs

**Art. 5.** Les cercles informent leurs membres des dispositions statutaires de la fédération en ce qui concerne :

- 1° les droits et les devoirs réciproques des membres et des cercles;
- 2° les mesures disciplinaires ainsi que les procédures et leurs champs d'application;
- 3° l'exercice du droit à la défense et à l'information, préalable à toute sanction éventuelle.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le cercle communique à tout membre un sommaire des règles relatives à la sécurité et à la lutte contre le dopage en vigueur dans la fédération à laquelle il est affilié, ainsi qu'un sommaire des règles relatives au transfert édictées par la fédération et un aperçu des contrats d'assurance conclus au profit des sportifs.

§ 2. Le cercle tient à la disposition de ses membres, en son siège, l'ensemble des documents relatifs aux règles et aux contrats d'assurance visés au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** Le droit des membres et cercles d'ester en justice ne peut être interdit ou limité.

## Section IV. — De la qualification de l'encadrement

**Art. 8.** Après avis du Conseil supérieur, le Gouvernement définit les disciplines sportives auxquelles s'applique la présente disposition et fixe le niveau de qualification requis.

Les cercles sont informés régulièrement des formations organisées afin d'atteindre le niveau de qualification requis.

Le cercle respecte le niveau de qualification requis pour intervenir dans l'encadrement technique et pédagogique de la pratique sportive.

*Section V. — Du transfert*

**Art. 9.** Tout membre a le droit de mettre fin chaque année à son affiliation à un cercle à l'issue de la période de transfert arrêtée statutairement par la fédération. Celle-ci ne peut être inférieure à 30 jours calendrier.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable au membre lié à son cercle par un contrat de travail à durée déterminée dont l'échéance est postérieure à celle du contrat d'affiliation.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le passage d'un membre d'un cercle vers un autre est obligatoirement libre de toute prime de transfert, quelle qu'en soit sa nature.

§ 2. Seule une indemnité de formation, tenant compte de la durée de la formation ainsi que des frais réels supportés à cet effet, peut être réclamée pour autant que la fédération en ait inscrit le principe, garanti le retour effectif, total ou partiel, aux cercles formateurs et objectivé les montants dans ses statuts en distinguant notamment en fonction des catégories d'âge auxquelles elle s'applique.

Son montant ne peut, en aucun cas, tenir compte du niveau sportif des membres transférés et ne peut être réclamé qu'à une seule reprise pour une même formation.

Le montant de l'indemnité de formation doit revenir exclusivement aux cercles formateurs ou aux fédérations et doit être affecté à leur budget relatif à la formation.

Dans l'attente d'une décision de l'autorité compétente, les litiges éventuels qui pourraient intervenir concernant l'indemnité de formation ne peuvent empêcher le membre d'être transféré selon son souhait.

*CHAPITRE III. — De la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif*

**Art. 11.** Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, fixe les catégories d'âge pour lesquelles il convient de procéder à la reconnaissance de sportifs de haut niveau ou d'espoirs sportifs, en tenant compte de la discipline sportive concernée.

Il définit :

- 1° la procédure d'introduction et d'examen des dossiers;
- 2° les causes de retrait de la reconnaissance de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif.

Les élèves ou étudiants reconnus sportifs de haut niveau ou espoirs sportifs peuvent bénéficier de mesures leur permettant de poursuivre leurs études dans de bonnes conditions.

**Art. 12.** La fédération sportive concernée introduit auprès du Gouvernement, la liste et les dossiers des membres qui leur paraissent aptes à obtenir la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif.

Peuvent être reconnus comme :

- 1° sportifs de haut niveau :
  - a) dans le contexte des sports d'équipe, les sportifs sélectionnés dans le cadre de compétitions significatives sur le plan européen, mondial ou assimilés;
  - b) dans le contexte des sports individuels :
    - les sportifs sélectionnés ou présélectionnés pour les Jeux olympiques;
    - les sportifs présentant des niveaux de performance ou de pratique permettant d'augurer leurs sélections pour les championnats d'Europe, du Monde ou des compétitions assimilées;
- 2° espoirs sportifs :
  - a) dans le contexte des sports d'équipe, les sportifs sélectionnés dans les équipes de catégorie d'âge dans le cadre de compétitions significatives sur le plan européen, mondial ou assimilées;
  - b) dans le contexte des sports individuels, les sportifs dont le niveau de performance ou de pratique et l'ensemble des paramètres permettant d'évaluer leur potentiel et leur capacité de progression autorisent la fédération à cerner la très forte probabilité d'une carrière sportive au plus haut niveau international.

**Art. 13.** Le Gouvernement, sur avis de la Commission visée à l'article 14, arrête annuellement la liste des sportifs qui présentent la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif.

**Art. 14.** Une Commission d'avis est instituée pour l'octroi de la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif.

Elle est composée :

- 1° d'un représentant francophone du Comité olympique et interfédéral belge et d'un suppléant;
- 2° de trois experts scientifiques et de trois suppléants;
- 3° de deux membres du Conseil supérieur et de deux suppléants;
- 4° d'un sportif francophone de haut niveau ayant quitté la compétition et d'un suppléant.

Tous les membres de la Commission sont nommés par le Gouvernement sur proposition du Conseil supérieur de l'éducation physique des sports et de la vie en plein air pour une période de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été suivants. Leur mandat est renouvelable.

Lorsqu'un membre de la Commission perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné, il est pourvu à son remplacement pour la durée restante du mandat.

La Commission désigne, en son sein, un président, un vice-président et arrête son règlement d'ordre intérieur.

*CHAPITRE IV. — De la reconnaissance des fédérations sportives**Section 1<sup>re</sup>. — Des fédérations sportives*

**Art. 15.** Le Gouvernement peut reconnaître une fédération sportive pour autant qu'elle :

- 1° relève de la Communauté française au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution;
- 2° dispose d'une complète autonomie de gestion;
- 3° établit son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

- 4° ait une activité régulière conforme à son objet;
- 5° soit constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 6° soit dirigée par un organe de gestion composé au minimum de sept administrateurs élus par les membres de l'association ou les cercles qui lui sont affiliés; un des administrateurs au moins est un pratiquant actif au sein de la fédération;
- 7° impose à ses cercles conformément aux règlements internes de ceux-ci, d'être gérés par un comité élu par leurs membres en ordre d'affiliation;
- 8° tienne une comptabilité permettant le contrôle visé au 14° du présent article;
- 9° interdise à ses cercles, l'affiliation à une autre fédération sportive gérant une même discipline sportive ou une discipline sportive similaire;
- 10° fédère des cercles dont les activités correspondent à son objet au moins dans trois des lieux géographiques suivants : provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 11° compte au moins :
- a) pour les fédérations classées en catégorie I ou II en vertu de l'article 16, 250 membres affiliés qui pratiquent effectivement les activités sportives concernées;
  - b) pour les fédérations classées en catégories III en vertu de l'article 16, 1000 membres affiliés qui pratiquent effectivement les activités sportives concernées;
- 12° compte au moins une année d'existence et d'activité sportive régulière au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance;
- 13° impose aux membres le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par l'assemblée générale de la fédération;
- 14° accepte l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
- 15° communique annuellement au Gouvernement la liste des cercles affiliés ainsi que le nombre de leurs membres pratiquants différenciés par âge et par sexe;
- 16° inscrit dans ses statuts les dispositions conformes aux 7°, 9° et 13° du présent article et communique au Gouvernement ses statuts et règlements ainsi que toutes les modifications qui leur sont apportées;
- 17° fasse adopter par son assemblée générale les dispositions appropriées pour que ses membres soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
- 18° veille à ce que la fédération nationale dont elle est, le cas échéant, partie composante soit organisée sur le plan de ses structures de décision et de gestion d'un nombre égal d'élus issus des fédérations communautaires;
- 19° inclue dans ses statuts ou règlements les dispositions prévues par la réglementation et la législation applicables en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et de respect des impératifs de santé dans la pratique sportive;
- 20° fasse connaître à ses cercles :
- a) la liste des substances et moyens interdits en vertu de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1989 relatif à la liste des substances et moyens visés par la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratique du dopage à l'occasion des compétitions sportives;
  - b) les mesures disciplinaires qu'elle applique en cas d'infraction à cette législation;
- 21° inscrive dans ses statuts :
- a) les droits et les devoirs des membres et des cercles;
  - b) les mesures disciplinaires ainsi que les procédures et leurs champs d'application;
  - c) l'exercice du droit à la défense et à l'information, préalable à toute sanction éventuelle;
- 22° respecte le niveau d'encadrement requis en vertu de l'article 8;
- 23° soumette à une surveillance médicale régulière ceux de ses membres qui pratiquent une activité sportive dans un de ses cercles pour autant que le niveau de pratique nécessite un effort physique intense. La fédération détermine, pour ce qui la concerne, la fréquence des examens médicaux en liaison avec le niveau de pratique;
- 24° lui communique les critères objectifs permettant de déterminer le montant de l'indemnité de formation et la procédure garantissant le retour effectif, total ou partiel, aux cercles formateurs si elle a inscrit le principe d'une indemnité de formation dans ses statuts, conformément à l'article 10;
- 25° prenne les mesures appropriées pour assurer la sécurité de ses membres et des participants aux activités mises sur pied par elle-même. Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation.

**Art. 16.** Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, classe chaque fédération reconnue dans une des catégories suivantes :

1° catégorie I : les fédérations sportives reconnues parties composantes des fédérations nationales dont la discipline est inscrite au programme des jeux olympiques;

2° catégorie II : les fédérations sportives reconnues parties composantes de la structure nationale responsable de la sélection pour les championnats d'Europe et du Monde;

3° catégorie III : les autres fédérations sportives reconnues.

**Art. 17.** Au sein des catégories I et II confondues, le Gouvernement ne reconnaît au maximum qu'une seule fédération sportive par discipline sportive ou par groupe de disciplines sportives similaires.

**Art. 18.** La demande de reconnaissance est introduite par la fédération sportive au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Elle est adressée au Gouvernement, accompagnée des annexes qu'il détermine, sous pli recommandé à la poste.

**Art. 19.** La reconnaissance est accordée par le Gouvernement pour une durée de huit ans, après avis du Conseil supérieur.

**Art. 20.** Dans son avis relatif à la reconnaissance d'une fédération sportive, le Conseil supérieur prend notamment en considération :

- 1° la nature de l'activité eu égard à l'article 1<sup>er</sup> 8°, a);
- 2° le nombre de membres affiliés, compte tenu de la discipline pratiquée;
- 3° l'existence éventuelle d'une ou de plusieurs fédérations déjà reconnues ou en voie de l'être dans la même discipline sportive ou dans des disciplines sportives similaires;
- 4° les relations organiques éventuelles avec des instances sportives communautaires, nationales, internationales ou olympiques;
- 5° la répartition géographique des cercles qui la composent en vue de veiller à sa représentativité dans la région de langue française et également dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 6° les conditions d'assurance dont question à l'article 15, 17°.

**Art. 21.** La décision relative à la reconnaissance est notifiée à la fédération sportive concernée, sous pli recommandé à la poste.

**Art. 22.** Le Gouvernement organise les voies de recours contre la décision de non-reconnaissance de la fédération ou contre l'absence de décision.

**Art. 23.** En cas de manquement à une des obligations du présent décret, la reconnaissance peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur et après que la fédération ait été invitée à faire valoir ses arguments. Cette décision est notifiée sans délai à la fédération sportive concernée, sous pli recommandé à la poste.

**Art. 24.** Le Gouvernement organise les voies de recours contre la décision de suspension ou de retrait de la reconnaissance.

**Art. 25.** Toute fédération sportive reconnue par le Gouvernement fait mention de cette reconnaissance dans ses documents officiels.

#### *Section II. — De la pratique sportive pour les personnes handicapées.*

**Art. 26.** Le Gouvernement peut reconnaître une fédération sportive qui a pour objectif la gestion et la promotion de la pratique sportive par les personnes handicapées, pour autant qu'elle :

- 1° satisfasse aux conditions prévues à l'article 15 du présent décret à l'exception des points 11° et 12°;
- 2° garantisse la représentation, l'organisation et la promotion de l'ensemble des pratiques sportives adaptées à la nature des handicaps;
- 3° soit structurée de façon à assurer en son sein la spécificité sportive et technique des programmes.

**Art. 27.** En cas de reconnaissance par le Gouvernement, la fédération sportive pour personnes handicapées est assimilée pour son subventionnement aux fédérations sportives de catégorie I de 2.500 membres au moins.

**Art. 28.** Les dispositions relatives aux procédures visées aux articles 18, 19, 21, 22, 23 et 24 sont applicables à la reconnaissance de la fédération sportive pour personnes handicapées.

**Art. 29.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement octroie aux cercles sportifs affiliés à la fédération sportive pour handicapés, une subventions annuelle de fonctionnement comprenant :

- 1° une intervention dans la rémunération des moniteurs qualifiés et dans l'accompagnement nécessaire à certains types d'handicap;
- 2° une intervention dans le coût de certains déplacements engendrés par les activités sportives des cercles.

**Art. 30.** Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction par les cercles des demandes de subvention et en détermine les conditions d'octroi en tenant compte de la nature du handicap et de la discipline sportive pratiquée.

#### *Section III. — De l'intégration des personnes handicapées au moyen de pratiques sportives multidisciplinaires et multihandicaps*

**Art. 31.** Le Gouvernement peut reconnaître une fédération ayant pour objet l'intégration de personnes présentant des handicaps différents au moyen d'une diversité de pratiques sportives, pour autant qu'elle :

- 1° satisfasse aux conditions prévues à l'article 15 du présent décret à l'exception des points 11° et 12°;
- 2° garantisse la représentation, l'organisation et la promotion de l'ensemble des pratiques sportives adaptées à la nature des handicaps;
- 3° soit structuré de façon à assurer en son sein la spécificité sportive et technique des programmes.

**Art. 32.** En cas de reconnaissance par le Gouvernement, la fédération sportive telle que définie à l'article 31 est assimilée pour son subventionnement aux fédérations sportives de catégorie III de 5000 membres au moins.

**Art. 33.** Les dispositions relatives aux procédures visées aux articles 18, 19, 21, 22, 23 et 24 sont applicables à la reconnaissance de la fédération sportive visée à l'article 31.

**Art. 34.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement octroie aux cercles sportifs affiliés à la fédération visée à l'article 31 une subvention annuelle de fonctionnement comprenant :

- 1° une intervention dans la rémunération des moniteurs qualifiés et dans l'accompagnement nécessaire à certains types de handicap;
- 2° une intervention dans le coût de certains déplacements engendrés par les activités sportives des cercles.

**Art. 35.** Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction par les cercles des demandes de subvention et en détermine les conditions d'octroi.

**Art. 36.** Pour l'octroi de la subvention complémentaire visée à l'article 51, le Gouvernement peut adapter les domaines d'activités tels que définis à l'article 53 afin de les mettre en concordance avec les objectifs de la fédération.

*Section IV. — D'une association de fédérations sportives francophones*

**Art. 37.** Le Gouvernement peut reconnaître une association de fédérations sportives francophones ayant pour objet la coordination de démarches dans le cadre d'intérêts communs pour autant qu'elle remplisse les conditions suivantes :

- 1° être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 2° regrouper au moins deux tiers des fédérations reconnues en vertu du présent décret, dont au moins deux tiers des fédérations classées en catégorie I au sens de l'article 16;
- 3° avoir son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 4° être dirigé par un organe de gestion composé de douze membres au moins qui exercent une fonction dirigeante au sein du conseil d'administration de leur fédération respective; deux tiers des membres de l'organe de gestion doivent exercer cette fonction au sein d'une fédération sportive classée en catégorie I au sens de l'article 16;
- 5° tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle visé au 7° du présent article;
- 6° inscrire dans ses statuts les dispositions conformes au 1°, 2°, 3° et 4° du présent article et communiquer à l'administration ses statuts et règlement, ainsi que toutes les modifications qui leur sont apportées;
- 7° accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
- 8° imposer à ses fédérations membres le paiement d'une cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale de l'association;
- 9° communiquer annuellement à l'administration la liste de ses fédérations membres et en ordre de cotisation.

**Art. 38.** Les dispositions relatives aux procédures visées aux articles 18, 19, 21, 22, 23 et 24 sont applicables pour la reconnaissance de l'association des fédérations sportives francophones.

**Art. 39.** En cas de reconnaissance par le Gouvernement d'une association des fédérations sportives francophones, cette dernière est assimilée pour son subventionnement aux fédérations sportives de catégorie I de 2500 membres au moins.

**Art. 40.** Pour l'octroi de la subvention complémentaire visée à l'article 51, le Gouvernement peut adapter les domaines d'activités tels que définis à l'article 53.

*Section V. — De l'association du sport scolaire*

**Art. 41.** Au sens du présent décret, le sport scolaire est constitué de l'ensemble des activités sportives organisées à l'intention des élèves des enseignements fondamental et secondaire, en dehors des programmes de cours. Il a pour objectif la pratique de l'exercice physique, le développement de l'intérêt de l'élève pour le sport et l'épanouissement de celui-ci.

**Art. 42.** Le Gouvernement peut reconnaître une association du sport scolaire ayant pour objectif la gestion, la coordination et la promotion du sport scolaire tel que défini à l'article 41, pour autant qu'elle :

- 1° accepte, en son sein, la fédération de chacun des réseaux d'enseignement fondamental et secondaire et lui impose :
  - a) d'être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
  - b) d'avoir une activité régulière conforme à son objet;
  - c) de réclamer aux élèves affiliés le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par son assemblée générale;
  - d) de faire adopter par son assemblée générale, les dispositions appropriées pour que ses membres soient assurés en responsabilité civile et en réparation de dommages corporels;
  - e) d'accepter l'inspection de ses activités par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
- 2° satisfasse aux conditions prévues aux 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 14° et 25° de l'article 15;
- 3° soit dirigée par un organe de gestion composé d'un nombre égal de représentants par fédération scolaire;
- 4° ait une activité régulière conforme à son objet.

**Art. 43.** Les dispositions relatives aux procédures visées aux articles 18, 19, 21, 22, 23 et 24 sont applicables pour la reconnaissance de l'association du sport scolaire visée à l'article 42.

*Section VI. — De l'association du sport dans l'enseignement supérieur*

**Art. 44.** Au sens du présent décret, le sport dans l'enseignement supérieur est constitué des activités sportives organisées en dehors des programmes de cours, à l'intention des étudiants inscrits dans une institution universitaire visée par le décret du Conseil de la Communauté française du 5 septembre 1994 ou dans un établissement d'enseignement supérieur artistique visé par la législation en vigueur en Communauté française ou une haute école visée par le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

**Art. 45.** Est considéré comme centre sportif dans l'enseignement supérieur, le centre qui est organisé dans une institution universitaire, une haute école ou un établissement d'enseignement artistique organisés ou subventionnés par la Communauté française, créé, animé et géré par des personnes privées et qui répond aux buts visés à l'article 1<sup>er</sup>, 8°.

**Art. 46.** Le Gouvernement peut reconnaître une association du sport dans l'enseignement supérieur ayant pour objectif la gestion, la coordination et la promotion du sport dans l'enseignement supérieur, pour autant qu'elle :

- 1° accepte en son sein un seul centre sportif par institution universitaire, haute école ou établissement d'enseignement supérieur artistique et lui impose :
  - a) d'avoir une activité régulière conforme à son objet et disposer à cette fin des infrastructures sportives nécessaires;

b) d'être dirigé par un conseil d'administration composé d'au moins sept membres dont la majorité sont des étudiants élus par les membres du centre sportif;

c) de réclamer aux étudiants affiliés le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par son assemblée générale;

d) de faire adopter par son assemblée générale les dispositions appropriées pour que ses membres soient assurés en responsabilité civile et en réparations des dommages corporels;

e) d'accepter l'inspection de ses activités par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;

2° satisfasse aux conditions prévues au 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 14° et 25° de l'article 15;

3° soit dirigée par un organe de gestion composé d'un nombre égal de représentants par centre sportif dans l'enseignement supérieur;

4° ait une activité régulière conforme à son objet.

**Art. 47.** Les dispositions relatives aux procédures visées aux articles 18, 19, 21, 22, 23 et 24 sont applicables pour la reconnaissance de l'association du sport dans l'enseignement supérieur visée à l'article 46.

#### CHAPITRE V. — *De la subvention*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Des fédérations sportives*

**Art. 48.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement octroie à chaque fédération sportive reconnue une subvention annuelle de fonctionnement comprenant :

1° une partie forfaitaire;

2° une intervention dans les dépenses de cadre administratif.

**Art. 49.** La partie forfaitaire de la subvention annuelle de fonctionnement, prévue à l'article 48, 1°, est fixée à :

1° 500 000 francs pour les fédérations sportives classées en catégorie I, comptant au moins 2500 membres pratiquants;

2° 350 000 francs pour les fédérations sportives :

a) classées en catégorie I, comptant moins de 2500 membres pratiquants;

b) classées en catégorie II, comptant au moins 2500 membres pratiquants;

c) classées en catégorie III, comptant au moins 5000 membres pratiquants;

3° 200 000 francs pour les fédérations sportives :

a) classées en catégorie II, comptant moins de 2500 membres pratiquants;

b) classées en catégorie III, comptant moins de 5000 membres pratiquants.

Les montants de la partie forfaitaire de la subvention sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui du mois précédant l'entrée en vigueur de la présente disposition.

**Art. 50.** L'intervention dans les dépenses de cadre administratif prévue à l'article 48, 2°, couvre une partie des rémunérations payées aux membres du cadre administratif, employé durant l'année civile antérieure, à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération, en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concerné, de leur ancienneté de service au sein d'une fédération sportive ainsi que leur qualification.

Le Gouvernement fixe le pourcentage d'intervention avec un maximum de nonante pour cent. Il fixe également le nombre de membres du cadre administratif dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de l'intervention, en tenant compte du nombre de membres affiliés à la fédération sportive et de son classement en vertu de l'article 16 du présent décret.

**Art. 51.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement peut octroyer une subvention complémentaire aux fédérations sportives reconnues sur la base de plans-programmes approuvés par le Gouvernement, après avis de la Commission visée à l'article 52.

Le plan-programme s'étend sur une période de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été suivants.

En ce qui concerne les fédérations sportives qui gèrent une discipline d'hiver, la période d'étalement des plans-programmes est définie en tenant compte des échéances liées à la tenue des Jeux olympiques d'hiver.

Les fédérations sportives actualisent annuellement leur plan-programme. A cette fin, elles communiquent au Gouvernement notamment un rapport d'activités relatif à l'exercice budgétaire précédant.

**Art. 52.** Une Commission d'avis est instituée pour l'examen des plans-programmes.

Elle est composée :

— d'un représentant francophone du Comité olympique et interfédéral belge et d'un suppléant;

— de trois experts et de trois suppléants;

— de deux membres du Conseil supérieur et de deux suppléants.

Tous les membres sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été suivants. Leur mandat est renouvelable.

Lorsqu'un membre perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné, il est pourvu à son remplacement pour la durée restante du mandat.

La Commission désigne en son sein un président, un vice-président et arrête son règlement d'ordre intérieur.

Assistent également avec voix consultative, aux réunions de la Commission, deux représentants de la Direction générale du Sport du ministère de la Communauté française.

**Art. 53.** Le plan-programme introduit par une fédération sportive reconnue comporte :

- 1° un programme d'activités qui définit, le cas échéant :
  - a) les actions prévues en matière de promotion de la discipline, d'assistance au recrutement et de développement du sport pour tous;
  - b) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis dans le domaine du sport de haut niveau et la programmation pour les atteindre;
  - c) les actions menées par la fédération concernée en matière de formation de cadres sportifs, conformément au chapitre VI du présent décret;
  - d) les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre le dopage;
- 2° le cadre sportif nécessaire à sa réalisation;
- 3° la stratégie de gestion et les moyens que la fédération compte mettre en œuvre pour sa réalisation en ce compris le suivi médical;
- 4° le projet de budget détaillé nécessaire à sa réalisation effective et les moyens financiers qui permettront de subvenir aux dépenses jugées nécessaires;
- 5° la liste des demandes de subventions que la fédération compte introduire auprès de la Communauté française dans le cadre de la réalisation de son plan-programme.

**Art. 54.** Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des plans-programmes et pour les demandes de subvention s'y rapportant.

Il détermine pour chaque catégorie de fédération telle que définie à l'article 16 et si nécessaire au sein de chacune d'elle, les domaines d'activités qui peuvent être concernés par le plan-programme.

Tout ou partie de subvention non justifié, pourra être récupéré sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à la fédération sur base du présent décret ou sur base des textes réglementaires.

**Art. 55.** La subvention visée à l'article 51 comprend deux parties :

- 1° une intervention pour la réalisation des activités;
- 2° une intervention pour les dépenses de cadre sportif.

**Art. 56.** Pour le calcul de l'intervention dans la réalisation des activités, le Gouvernement, pour chaque fédération sportive, arrête :

- 1° les activités admissibles à la subvention;
- 2° les types de dépenses réputées admissibles;
- 3° les plafonds d'intervention applicables aux dépenses réputées admissibles;
- 4° Les pourcentages d'intervention à concurrence d'un maximum de nonante pour cent applicables aux programmes dont il est question à l'article 53, 1°;

en tenant compte de l'intérêt des activités du plan-programme, de leurs objectifs, du classement de la fédération sportive, des ressources financières propres de la fédération et, le cas échéant, de la réalisation des programmes antérieurs.

**Art. 57.** L'intervention pour les frais du cadre sportif couvre une partie des rémunérations payées pendant l'année en cours aux membres du cadre sportif, employés durant l'année civile antérieure, à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concerné, de leur ancienneté de service au sein d'une fédération sportive ainsi que leur qualification.

Le Gouvernement fixe le pourcentage d'intervention avec un maximum de nonante pour cent. Il fixe également le nombre de membres du cadre sportif dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de l'intervention, en tenant compte du classement de la fédération, du plan-programme approuvé et de la nature des tâches projetées.

**Art. 58.** La subvention annuelle de fonctionnement visée à l'article 48 est versée à la fédération sportive dans le courant du premier semestre de l'année en cours.

**Art. 59.** Au cours du premier semestre de chaque année, une avance sur la subvention complémentaire visée à l'article 51, afférente à l'exercice en cours peut être versée à la fédération sportive.

Cette avance ne peut être supérieure à cinquante pour cent du montant de la subvention complémentaire octroyée au même bénéficiaire pour l'année précédente. Au cours du second semestre de l'année, une avance supplémentaire de vingt-cinq pour cent peut être versée à la fédération sportive pour autant que celle-ci justifie l'utilisation comptable de la première avance.

#### *Section II. — De l'association du sport scolaire*

**Art. 60.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement octroie à l'association du sport scolaire reconnue en vertu de l'article 42, un subvention annuelle de fonctionnement comprenant :

- 1° une partie forfaitaire;
- 2° une intervention dans les dépenses de cadre administratif.

**Art. 61.** La partie forfaitaire de la subvention annuelle de fonctionnement prévue à l'article 60, 1°, est répartie à raison de :

- 1° 1 000 000 de francs pour les frais de fonctionnement de l'association du sport scolaire;
- 2° 1 000 000 de francs pour les frais de fonctionnement des fédérations scolaires composant l'association du sport scolaire, à répartir entre elles au prorata des populations scolaires respectives.

Les montants de la partie forfaitaire de la subvention sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui du mois précédant l'entrée en vigueur de la présente disposition.

**Art. 62.** L'intervention dans les dépenses du cadre administratif prévue à l'article 60, 2°, couvre une partie des rémunérations payées par l'association du sport scolaire aux membres de son personnel administratif employé durant l'année civile antérieure, à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération, en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concernés, de leur ancienneté de service au sein de l'association du sport scolaire ou d'une fédération sportive ainsi que de leur qualification.

Le Gouvernement fixe le pourcentage d'intervention avec un maximum de nonante pour cent. Il fixe également le nombre de membres du cadre administratif dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de l'intervention.

**Art. 63.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet le Gouvernement peut octroyer une subvention complémentaire à l'association du sport scolaire sur base d'un plan-programme approuvé par le Gouvernement.

Le plan-programme s'étend sur une période de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques suivants.

L'association du sport scolaire communique à l'administration notamment le rapport d'activités relatif à l'exercice budgétaire précédent.

**Art. 64.** Le plan-programme introduit par l'association du sport scolaire comporte :

- 1° un programme d'activités qui définit les actions menées en matière de promotion du sport.  
Ce programme est présenté sous forme, soit :
  - a) d'activités communes à au moins deux des fédérations visées à l'article 42, 1°, conduites en collaboration avec la fédération sportive de la discipline concernée;
  - b) d'activités communes à au moins deux des fédérations visées à l'article 42, 1°;
  - c) d'activités propres aux fédérations visées à l'article 42, 1°;
- 2° le cadre sportif et le personnel technique nécessaire à sa réalisation;
- 3° la stratégie de gestion et les moyens que l'association du sport scolaire compte mettre en œuvre pour sa réalisation;
- 4° le budget détaillé nécessaire à sa réalisation effective et les moyens financiers qui permettront de subvenir aux dépenses jugées nécessaires;
- 5° la liste des demandes de subventions que l'association du sport scolaire compte introduire auprès de la Communauté française dans le cadre de la réalisation de son plan-programme.

**Art. 65.** Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen du plan-programme et de la demande de subvention s'y rapportant.

Tout ou partie de subvention non justifié, pourra être récupéré sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à la fédération sur base du présent décret ou sur base des textes réglementaires.

**Art. 66.** La subvention visée à l'article 63 comprend deux parties :

- 1° un intervention pour la réalisation des activités;
- 2° une intervention dans les dépenses de cadre sportif.

**Art. 67.** Pour le calcul de l'intervention dans la réalisation des activités, le Gouvernement fixe les pourcentages retenus pour chaque type de dépense réputée admissible en tenant compte de l'intérêt des activités du plan-programme, de leurs objectifs, des ressources financières propres à l'association du sport scolaire et, le cas échéant, de la réalisation des programmes antérieurs.

Ces pourcentages ne peuvent, en aucun cas, être supérieurs à nonante pour cent du budget des dépenses réputées admissibles.

Le Gouvernement peut fixer un plafond au montant total des dépenses réputées admissibles.

**Art. 68.** L'intervention pour les frais du cadre sportif couvre une partie des rémunérations payées pendant l'année en cours par l'association du sport scolaire aux membres de son personnel employé durant l'année civile antérieure à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concernés, de leur ancienneté de service au sein de l'association du sport scolaire ou d'une fédération sportive ainsi que de leur qualification.

Le Gouvernement fixe le pourcentage d'intervention avec un maximum de nontante pour cent. Il fixe également le nombre de membres du cadre sportif dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de l'intervention, en tenant compte du plan-programme approuvé et de la nature des tâches y projetées.

**Art. 69.** La subvention annuelle de fonctionnement visée à l'article 60 est versée à l'association du sport scolaire dans le courant du premier semestre de l'année en cours.



**Art. 70.** Au cours du premier semestre de chaque année, une avance sur la subvention complémentaire visée à l'article 63, afférente à l'exercice en cours peut être versée à la fédération sportive.

Cette avance ne peut être supérieure à cinquante pour cent du montant de la subvention complémentaire octroyée au même bénéficiaire pour l'année précédente. Au cours du second semestre de l'année, une avance supplémentaire de vingt-cinq pour cent peut être versée à la fédération sportive pour autant que celle-ci justifie l'utilisation comptable de la première avance.

### *Section III. — De l'association du sport dans l'enseignement supérieur*

**Art. 71.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement octroie à l'association du sport dans l'enseignement supérieur reconnue en vertu de l'article 46 une subvention annuelle de fonctionnement comprenant :

- 1° une partie forfaitaire;
- 2° une intervention dans les dépenses de cadre administratif.

**Art. 72.** La partie forfaitaire de la subvention annuelle de fonctionnement prévue à l'article 71, 1°, est répartie en raison de :

- 1° 500 000 francs pour les frais de fonctionnement de l'association du sport dans l'enseignement supérieur;
- 2° 200 000 francs par centre sportif pour ses frais de fonctionnement.

**Art. 73.** L'intervention dans les dépenses de cadre administratif prévue à l'article 71, 2°, couvre une partie des rémunérations payées aux membres du cadre administratif, employés durant l'année civile antérieure, à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération, en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concernés, de leur ancienneté de service au sein de l'association du sport dans l'enseignement supérieur ou d'une fédération sportive ainsi que de leur qualification.

Le Gouvernement fixe le pourcentage d'intervention avec un maximum de nonante pour cent. Il fixe également le nombre de membres du cadre administratif dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de l'intervention.

**Art. 74.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement peut octroyer une subvention complémentaire à l'association du sport dans l'enseignement supérieur sur base d'un plan-programme approuvé par le Gouvernement.

Le plan-programme s'étend sur une période de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques suivants.

A cette fin l'association communique au Gouvernement notamment le rapport d'activité relatif à l'exercice budgétaire précédent.

**Art. 75.** Le plan-programme introduit par l'association du sport dans l'enseignement supérieur comporte :

1° un programme d'activités qui définit les actions menées en matière de promotion du sport, ce programme est présenté sous forme :

- a) soit d'activités communes aux centres sportifs;
- b) soit d'activités propres à chaque centre sportif;
- 2° le cadre sportif nécessaire à sa réalisation;
- 3° la stratégie de gestion et les moyens que l'association du sport dans l'enseignement supérieur compte mettre en œuvre pour sa réalisation;
- 4° le budget détaillé nécessaire à sa réalisation effective, et les moyens financiers qui permettront de subvenir aux dépenses jugées nécessaires;
- 5° la liste des demandes de subventions que l'association du sport dans l'enseignement supérieur compte introduire auprès de la Communauté française dans le cadre de la réalisation de son plan-programme.

**Art. 76.** Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen du plan-programme et de la demande de subvention s'y rapportant.

Tout ou partie de subvention non justifié, pourra être récupéré sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à la fédération sur base du présent décret ou sur base des textes réglementaires.

**Art. 77.** La subvention visée à l'article 74 comprend deux parties :

- 1° une intervention pour la réalisation des activités;
- 2° une intervention dans les dépenses de cadre sportif.

**Art. 78.** Pour le calcul de l'intervention dans la réalisation des activités, le Gouvernement, pour l'association du sport dans l'enseignement supérieur, arrête :

- 1° les activités admissibles à la subvention;
- 2° les types de dépenses réputées admissibles;
- 3° les plafonds d'intervention applicables aux dépenses réputées admissibles;
- 4° les pourcentages d'intervention à concurrence d'un maximum de nonante pour cent applicables aux programmes dont il est question à l'article 53, 1°;

en tenant compte de l'intérêt des activités du plan-programme, de leurs objectifs, du classement de l'association du sport dans l'enseignement supérieur, des ressources financières propres de l'association et, le cas échéant, de la réalisation des programmes antérieurs.

**Art. 79.** L'intervention pour les frais du cadre sportif couvre une partie des rémunérations payées pendant l'année en cours par l'association du sport dans l'enseignement supérieur aux membres de son personnel employé durant l'année civile antérieure à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concernés, de leur ancienneté de service au sein de l'association du sport dans l'enseignement supérieur ou d'une fédération sportive ainsi que de leur qualification.

Le Gouvernement fixe le pourcentage d'intervention avec un maximum de nonante pour cent. Il fixe également le nombre de membres du cadre sportif dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de l'intervention, en tenant compte du plan-programme approuvé et de la nature des tâches y projetées.

**Art. 80.** La subvention annuelle de fonctionnement visée à l'article 71 est versée à l'association du sport dans l'enseignement supérieur dans le courant du premier semestre de l'année en cours.

**Art. 81.** Au cours du premier semestre de chaque année, une avance sur la subvention complémentaire visée à l'article 74, afférente à l'exercice en cours peut être versée à la fédération sportive.

Cette avance ne peut être supérieure à cinquante pour cent du montant de la subvention complémentaire octroyée au même bénéficiaire pour l'année précédente. Au cours du second semestre de l'année, une avance supplémentaire de vingt-cinq pour cent peut être versée à la fédération sportive pour autant que celle-ci justifie l'utilisation comptable de la première avance.

## CHAPITRE VI. — *De la formation*

### *Section I<sup>re</sup>. — Des formations générale et spécifique des cadres sportifs*

**Art. 82.** La formation des cadres sportifs comprend une formation spécifique à chaque discipline sportive ou groupe de disciplines sportives similaires, complétée suivant son niveau par une formation générale commune à l'ensemble des disciplines sportives.

**Art. 83.** Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, organise, soit directement, soit par délégation, la formation générale commune aux disciplines sportives. Il en arrête :

- 1° les conditions d'organisation;
- 2° le programme et le contenu;
- 3° les conditions d'accès;
- 4° les modalités de l'évaluation;
- 5° les qualifications et le cas échéant l'expérience utile exigée des intervenants;
- 6° les conditions de dispenses d'éléments de la formation;
- 7° les modalités de délivrance et d'homologation des attestations de réussite.

Cette formation concerne notamment les matières suivantes :

- 1° la physiologie;
- 2° la théorie de l'entraînement;
- 3° la méthodologie.

Le Gouvernement peut confier l'organisation, en tout ou en partie, des formations générales à :

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés réputés spécialisés en matière de formation.

Le Gouvernement peut reconnaître les formations générales organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation, qu'il reconnaît à cet effet.

**Art. 84.** Les fédérations sportives désignées par le Gouvernement organisent soit directement, soit par délégation les formations qui leur sont spécifiques. Le Gouvernement après consultation de celle-ci fixe pour chaque type et chaque niveau de formation :

- 1° les champs de compétence;
- 2° les conditions d'organisation;
- 3° le programme et le contenu;
- 4° les conditions d'accès;
- 5° les modalités de l'évaluation;
- 6° les qualifications et le cas échéant l'expérience utile exigées des intervenants;
- 7° les conditions de dispenses d'éléments de la formation;
- 8° les modalités de l'homologation des brevets délivrés par les fédérations sportives désignées.

Ces formations spécifiques concernent notamment les matières suivantes :

- 1° la physiologie appliquée;
- 2° la didactique;
- 3° la théorie de l'entraînement.

Moyennant l'accord du Gouvernement, les fédérations sportives peuvent confier l'organisation, en tout ou en partie, des formations de cadres à :

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés réputés spécialisés dans la discipline concernée.

Le Gouvernement peut reconnaître les formations spécifiques organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation, qu'il reconnaît à cet effet.

Les fédérations sportives désignées délivrent les brevets sanctionnant les formations qu'elles organisent directement ou par délégation.

**Art. 85.** Le Gouvernement est habilité, sous les conditions prévues à l'article 84 à organiser directement ou par délégation, des formations spécifiques à des disciplines sportives non organisées sous le couvert d'une fédération sportive ainsi que dans le secteur du sport pour tous et dans le secteur socio-sportif.

#### *Section II. — Des formations particulières*

**Art. 86.** Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, peut organiser, soit directement, soit par délégation, des formations particulières pour :

- 1° les dirigeants sportifs;
- 2° les fonctionnaires sportifs;
- 3° les gestionnaires d'infrastructures sportives.

Le Gouvernement peut confier l'organisation, en tout ou en partie, des formations particulières à :

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés réputés spécialisés en matière de formation.

A cet effet, il fixe pour chaque type et chaque niveau de formation particulière :

- 1° les champs de compétence;
- 2° les conditions d'organisation;
- 3° le programme et le contenu;
- 4° les conditions d'accès;
- 5° les modalités de l'évaluation;
- 6° les qualifications et le cas échéant l'expérience utile exigées des intervenants;
- 7° les conditions de dispenses d'éléments de la formation;
- 8° les modalités de délivrance et d'homologation des brevets.

Ces formations comprennent notamment des notions de comptabilité, de marketing et de gestion du personnel.

Le Gouvernement peut reconnaître des formations particulières organisées par des organismes ou institutions qu'il reconnaît à cet effet.

#### *CHAPITRE VII. — Du sport pour tous*

**Art. 87.** Le sport pour tous se caractérise par la pratique d'une activité sportive, en dehors des structures sportives traditionnelles.

**Art. 88.** Le Gouvernement fixe les objectifs du sport pour tous, encourage et développe des programmes favorisant sa pratique. A cet effet il passe des conventions avec des organismes, notamment avec les communes et les fédérations sportives ou scolaires, pour des programmes favorisant sa pratique par le plus grand nombre.

**Art. 89.** Le Gouvernement peut reconnaître une association de coordination du mouvement sport pour tous, pour autant qu'elle réponde aux conditions fixées à l'article 15, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 12°, 14°.

**Art. 90.** En cas de reconnaissance par le Gouvernement, l'association de coordination du mouvement sport pour tous est assimilée pour son subventionnement aux fédérations sportives de catégorie III de 5000 membres au moins.

**Art. 91.** Le Gouvernement arrête les domaines d'activités pouvant être pris en compte pour l'octroi de la subvention complémentaire visé à l'article 51.

#### *CHAPITRE VIII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 92.** Sont abrogés :

- 1° le décret du 5 juillet 1976 relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés, modifié par le décret du 26 mars 1981;
- 2° le décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination;
- 3° le décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions.

**Art. 93.** Par dérogation à l'article 14, alinéa 2, pendant une période de quatre ans, le membre visé au 4° pourra être un ancien pratiquant ayant quitté la haute compétition.

**Art. 94.** Les reconnaissances octroyées sur base des décrets visés à l'article 92 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1999.

**Art. 95.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, à l'exception de l'article 94 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 26 avril 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

C. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.CI. VAN CAUWENBERGHE

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret n° 273-1. — Amendements de commission : n<sup>os</sup> 273-2 à 273-64. — Rapport : n° 273-65.

*Compte rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du 30 mars 1999.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 1999 — 4108

[S - C - 99/29355]

**26 APRIL 1999.** — Decreet tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° « Hoge Raad » : de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens ingesteld bij het decreet van 23 december 1988 houdende instelling van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens bij de Executieve van de Franse Gemeenschap;
- 3° « Sportbeoefenaar » : iemand die zich voorbereidt, hetzij individueel, hetzij collectief, op een vrije sportactiviteit of een activiteit ingericht in de vorm van competitie of van ontspanning of iemand die eraan deelneemt;
- 4° « Lid » : natuurlijke persoon aangesloten via een club bij een sportfederatie, zoals beschreven in 8°;
- 5° « Club » : vereniging van sportbeoefenaars aangesloten bij een sportfederatie zoals bepaald in 8°;
- 6° « Administratief kader » : personen die betrekkingen inzake beheer of secretariaat uitoefenen;
- 7° « Sportbegeleiding » : personen die pedagogische, technische functies of functies inzake organisatie van sportactiviteiten uitoefenen;
- 8° « Sportfederatie » : elke vereniging van clubs die tot doel heeft :
  - a) een of meer lichamelijke activiteiten te bevorderen die overeenstemmen met een sportbeoefening;
  - b) bij te dragen tot de ontplooiing en het lichamelijk, psychisch en sociaal welzijn van de persoon door permanente en progressieve programma's;
  - c) de deelneming van zijn leden aan vrije of georganiseerde activiteiten te bevorderen zowel in de vorm van competitie als van ontspanning.

HOOFDSTUK II. — *Algemene plichten en rechten van clubs en sportbeoefenaars*

*Afdeling I.* — Bestrijding van het dopingsgebruik

**Art. 2.** De clubs nemen in hun statuten of reglementen de bepalingen op die bepaald zijn door de reglementen en de wetgeving die van toepassing zijn in de Franse Gemeenschap inzake dopingsbestrijding en naleving van de gezondheidsvereisten in de sportbeoefening.

**Art. 3.** Elke club bezorgt aan al zijn leden en aan de ouders of de personen die belast zijn met het ouderlijk gezag over zijn leden van minder dan 16 jaar :

- 1° een klaar, duidelijk en pedagogisch document van de Franse Gemeenschap over de goede sportbeoefeningen van hun discipline alsook over de werkelijke aard en de schadelijke gevolgen van het gebruik van de in 2° bedoelde substanties en middelen, om die gevolgen te voorkomen;
- 2° de lijst van de verboden substanties en middelen krachtens het besluit van 10 oktober 1989 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de lijst van de substanties en de middelen bedoeld bij de wet van 2 april 1965 waarbij de dopingpraktijk verboden wordt bij sportcompetities;
- 3° de tuchtmaatregelen die de federatie toepast in geval van overtreding van die wetgeving.

*Afdeling II. — De veiligheid*

**Art. 4.** De clubs treffen de gepaste schikkingen om de veiligheid te verzekeren van hun leden en van de deelnemers aan de activiteiten die ingericht worden hetzij door hen zelf hetzij onder hun verantwoordelijkheid. Die maatregelen hebben betrekking zowel op de gebruikte uitrustingen als op de materiële en sportieve bepalingen inzake organisatie.

*Afdeling III. — Rechten en plichten van sportbeoefenaars*

**Art. 5.** De clubs stellen hun leden op de hoogte van de statutaire bepalingen van de federatie wat betreft :

- 1° de wederzijdse rechten en plichten van de leden en de clubs;
- 2° de tuchtmaatregelen alsook de procedures en hun toepassingsgebieden;
- 3° de uitoefening van het recht op verdediging en informatie, *conditio sine qua non* vóór elke eventuele tuchtmaatregel.

**Art. 6.** § 1. De club geeft ieder lid een beknopt overzicht van de regels inzake veiligheid en bestrijding van de doping die van toepassing zijn in de federatie waarbij hij is aangesloten, alsook een beknopt verslag over de regels inzake overgangen die door de federatie zijn uitgeschreven en een overzicht van de verzekeringspolissen ondertekend ten voordele van de sportbeoefenaars.

§ 2. De club houdt in zijn zetel al de documenten betreffende de regels en de verzekeringspolissen bedoeld bij § 1 ter beschikking van haar leden.

**Art. 7.** Het recht van de leden en de clubs om in rechte op te treden mag niet verboden of beperkt worden.

*Afdeling IV. — De bekwaamheid van de begeleiding*

**Art. 8.** Na advies van de Hoge Raad, geeft de Regering kennis van de sportdisciplines waarop deze bepaling van toepassing is en bepaalt het vereiste bekwaamheidsniveau.

De clubs worden regelmatig ingelicht over de vormingsessies die ingericht worden om het vereiste bekwaamheidsniveau te bereiken.

De club neemt het vereiste bekwaamheidsniveau in acht om tussenbeide te komen in de technische en pedagogische begeleiding inzake sportbeoefening.

*Afdeling V. — De overgang*

**Art. 9.** Ieder lid heeft het recht elk jaar een einde te stellen aan zijn aansluiting bij een club op het einde van de overgangperiode die statutair door de federatie wordt bepaald. Die periode mag niet korter zijn dan 30 kalenderdagen.

Lid 1 is niet van toepassing op het lid dat aan zijn club door een arbeidsovereenkomst van beperkte duur gebonden is waarvan de termijn langer is dan deze van het aansluitingscontract.

**Art. 10.** § 1. De overgang van een lid van een club naar een andere is verplicht vrij van elke overgangspremie, ongeacht de aard ervan.

§ 2. Er mag enkel een vormingsvergoeding worden geëist, waarbij rekening wordt gehouden met de duur van de vorming alsook met de werkelijke kosten die daardoor werden opgelopen, voor zover de federatie het principe ervan in haar statuten heeft opgenomen met inzonderheid het onderscheid volgens de leeftijdscategorieën waarop zij van toepassing is, voor zover zij de werkelijke, volledige of gedeeltelijke terugstorting van die vergoeding heeft gewaarborgd aan de clubs die de vorming hebben verzekerd en voor zover zij de bedragen voor die vorming objectief heeft vastgesteld.

Het bedrag ervan mag in geen geval rekening houden met het sportniveau van de getransfereerde leden en mag slechts eenmaal geëist worden voor eenzelfde vorming.

Het bedrag van de vormingsvergoeding moet uitsluitend aan de vormingsclubs of aan de federaties ten goede komen en moet ingeschreven worden in de begroting bepaald voor de opleiding.

In afwachting van een beslissing van de bevoegde overheid, kunnen de eventuele geschillen die over de vormingsvergoeding zouden kunnen rijzen niet beletten dat een lid naar zijn wens getransfereerd wordt.

*HOOFDSTUK III. — De hoedanigheid van de sportbeoefenaar van hoog niveau of van de sportbelofte*

**Art. 11.** De Regering, na advies van de Hoge Raad, bepaalt de leeftijdscategorieën waarvoor men moet overgaan tot de erkenning als sportbeoefenaar van hoog niveau of als sportbelofte, rekening houdend met de betrokken sportdiscipline.

zij bepaalt :

- 1° de procedure voor de indiening en het onderzoek van de dossiers;
- 2° de oorzaken van de intrekking van de erkenning als sportbeoefenaar van hoog niveau of als sportbelofte.

De leerlingen of de studenten die als sportbeoefenaar van hoog niveau of als sportbelofte zijn erkend, kunnen maatregelen genieten die hen toelaten hun studies in gunstige omstandigheden verder te zetten.

**Art. 12.** De betrokken sportfederatie dient hij de Regering de lijst en de dossiers van de leden in die haar bekwaam lijken de hoedanigheid van sportbeoefenaar van hoog niveau of van sportbelofte te behalen.

Kunnen erkend worden als :

- 1° sportbeoefenaars van hoog niveau :
  - a) in de context van sporten in ploegverband, de sportbeoefenaars geselecteerd in het kader van belangrijke competities op Europees vlak, wereldvlak of gelijkgesteld;
  - b) in de context van individuele sporten :
    - de sportbeoefenaars die voor de Olympische Spelen geselecteerd zijn of die deel uitmaken van een preselectie;
    - de sportbeoefenaars die prestatie- of praktijkniveaus bereiken die toelaten hun selecties voor Europese kampioenschappen of voor wereldkampioenschappen of voor gelijkgestelde competities te vermoeden;

2° sportbeloften :

a) in de context van sporten in ploegverband, de sportbeoefenaars geselecteerd voor de ploegen van de jeugdcategoryen in het kader van belangrijke competities op Europees vlak, wereldvlak of gelijkgesteld;

b) in de context van individuele sporten, de sportbeoefenaars die een dergelijk prestatie- of praktijkniveau hebben bereikt en die dergelijke parameters hebben laten blijken waardoor de evaluatie van hun potentieel en van hun capaciteit om nog betere prestaties te verrichten mogelijk wordt gemaakt, dat het bijgevolg voor de federatie meer dan waarschijnlijk is dat zij een loopbaan op het hoogste sportniveau zullen beleven.

**Art. 13.** De Regering stelt jaarlijks, op advies van de in artikel 14 bedoelde commissie de lijst vast van de sportbeoefenaars die de hoedanigheid van sportbeoefenaar op hoog niveau of van sportbelofte hebben.

**Art. 14.** Een Commissie voor advies wordt ingesteld voor de toekenning van de hoedanigheid van sportbeoefenaar op hoog niveau of van sportbelofte.

zij bestaat uit :

1° een Franstalige vertegenwoordiger van het Belgisch, Olympisch en Interfederaal Comité en een plaatsvervanger;

2° drie wetenschappelijke deskundigen en drie plaatsvervangers;

3° twee leden van de Hoge Raad en twee plaatsvervangers;

4° een Franstalige sportbeoefenaar van hoog niveau die niet meer aan competities deelneemt en een plaatsvervanger.

Al de leden van de commissie worden benoemd door de Regering op de voordracht van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens voor een periode van vier jaar die aanvangt de eerste januari die volgt op het verloop van de Olympische Zomerspelen en die eindigt op 31 december die volgt op het verloop van de volgende Olympische zomerspelen. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Wanneer een lid van de commissie de hoedanigheid verliest krachtens welke hij werd aangesteld, wordt er in zijn vervanging bepaald voor de overblijvende duur van zijn mandaat.

De commissie stelt in haar midden een voorzitter, een ondervoorzitter aan en stelt haar huishoudelijk reglement vast.

#### HOOFDSTUK IV. — *De erkenning van sportfederaties*

##### *Afdeling I. — Sportfederaties*

**Art. 15.** De Regering kan een sportfederatie erkennen voor zover zij :

1° afhangt van de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet;

2° over een volledige beheersautonomie beschikt;

3° haar zetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vestigt;

4° een regelmatige activiteit heeft overeenkomstig haar doelstelling;

5° als vereniging zonder winstoogmerk is opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

6° door een beheersorgaan wordt geleid bestaande uit ten minste zeven beheerders, gekozen door de leden van de vereniging of de clubs die erbij aangesloten zijn; ten minste een van de beheerders is een actieve sportbeoefenaar in de federatie;

7° haar clubs verplicht, overeenkomstig de interne reglementen van die clubs, beheerd te worden door een comité gekozen onder haar leden die hun lidmaatschapsgeld hebben betaald;

8° een comptabiliteit bijhouden die de controle toelaat bedoeld bij 14° van dit artikel;

9° aan haar clubs het verbod oplegt zich aan te sluiten bij een andere sportfederatie die eenzelfde sportdiscipline of een gelijkaardige sportdiscipline beheert;

10° clubs beheert waarvan de activiteiten overeenstemmen met haar doelstelling in ten minste drie van de volgende geografische streken : de provincies Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

11° kan tellen op ten minste :

a) 250 aangesloten leden die effectief de betrokken sportactiviteiten uitoefenen, wat de federaties betreft gerangschikt in categorie I of II krachtens artikel 16;

b) 1.000 aangesloten leden die effectief de betrokken sportactiviteiten uitoefenen, wat de federaties betreft gerangschikt in categorie III krachtens artikel 16;

12° ten minste een jaar bestaat en een jaar regelmatig sportactiviteiten uitoefent op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot erkenning;

13° aan de leden de betaling van een bijdrage oplegt waarvan het minimum bedrag door de algemene raad van de federatie is vastgesteld;

14° het onderzoek van haar activiteiten en de controle aanvaardt van al haar rekenplichtige en administratieve documenten door de ambtenaren daartoe gemachtigd door de Regering;

15° jaarlijks aan de Regering de lijst van de aangesloten clubs mededeelt alsook het aantal leden-sportbeoefenaars opgesplitst volgen hun leeftijd en hun geslacht;

16° in haar statuten de bepalingen opneemt overeenkomstig 7°, 9° en 13° van dit artikel en aan de Regering haar statuten en reglementen laat kennen alsook al de wijzigingen die eraan gebracht worden;

17° door zijn algemene raad de geschikte bepalingen laat goedkeuren opdat haar leden zouden verzekerd zijn op het vlak van wettelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade;

18° ervoor zorgt dat de nationale federatie waarvan zij desgevallend een samenstellend deel is, ingericht zou worden op het vlak van haar beslissings- en beheersstructuren uit een gelijk aantal gekozenen die uit de communautaire federaties komen;

19° in haar statuten of reglementen de bepalingen opneemt waarin door de reglementering en de wetgeving bepaald is en die van toepassing zijn in de Franse Gemeenschap inzake bestrijding van de doping en inzake naleving van de gezondheidsvereisten voor de sportbeoefening;

20° haar clubs op de hoogte brengt van :

a) de lijst van de verboden substanties en middelen krachtens het besluit van 10 oktober 1989 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de lijst van de substanties en de middelen bedoeld bij de wet van 2 april 1965 waarbij de dopingpraktijk verboden wordt bij sportcompetities;

b) de tuchtmaatregelen die zij toepast in geval van overtreding van die wetgeving.

21° in haar statuten de volgende punten opneemt :

a) de rechten en plichten van de leden en de clubs;

b) de tuchtmaatregelen alsook de procedures en hun toepassingsgebieden;

c) de uitoefening van het recht op verdediging en informatie, conditio sine qua non vóór elke eventuele sanctie.

22° het begeleidingsniveau vereist krachtens artikel 8 eerbiedigt;

23° die leden onder regelmatig medisch toezicht stelt die een sportactiviteit uitoefenen in een van haar clubs voor zover het niveau van beoefening een intense lichamelijke inspanning vereist. De federatie bepaalt, wat haar betreft, de frequentie van de medische onderzoeken in overeenstemming met het niveau van de sportbeoefening;

24° aan de Regering de objectieve criteria mededeelt die toelaten het bedrag te bepalen van de vormingsvergoeding en de procedure die de werkelijke, volledige of gedeeltelijke terugstorting van die vergoeding aan de vormingsclubs waarborgt indien zij het principe van een vormingsvergoeding in haar statuten heeft opgenomen overeenkomstig artikel 10;

25° de geschikte maatregelen treft om de veiligheid van haar leden en van de deelnemers aan de door haar eigen op touw gezette activiteiten te verzekeren. Die maatregelen hebben zowel betrekking op de gebruikte uitrustingen als op de materiële en sportieve omstandigheden inzake organisatie.

**Art. 16.** De Regering, na advies van de Hoge Raad, rangschikt elk erkende federatie in een van de volgende categorieën :

1° categorie I : de sportfederaties die erkend zijn als samenstellende delen van de nationale federaties waarvan de discipline in het programma van de olympische spelen opgenomen is;

2° categorie II : de sportfederaties die erkend zijn als samenstellende delen van de nationale structuur verantwoordelijk voor de Europese en wereldkampioenschappen;

3° categorie III : de andere erkende sportfederaties.

**Art. 17.** In de categorieën I en II samen, erkent de Regering ten hoogste een enkele sportfederatie per sportdiscipline of per groep gelijkwaardige sportdisciplines.

**Art. 18.** De aanvraag tot erkenning wordt door de sportfederatie ingediend op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald.

Zij wordt per aangetekende brief naar de Regering gestuurd, samen met de bijlagen die de Regering bepaalt.

**Art. 19.** De erkenning wordt door de Regering voor acht jaar toegekend, na advies van de Hoge Raad.

**Art. 20.** In zijn advies over de erkenning van een sportfederatie neemt de Hoge Raad onder meer in aanmerking :

1° de aard van de activiteit gelet op artikel 1 8°, a);

2° het aantal aangesloten leden, rekening houdend met de beoefende discipline;

3° het eventueel bestaan van een of meer reeds of bijna erkende federaties in dezelfde sportdiscipline of in gelijkaardige sportdisciplines;

4° de eventuele organieke betrekkingen met communautaire, nationale, internationale of olympische sportinstanties;

5° de geografische spreiding van de clubs waaruit zij bestaat om te zorgen voor haar representativiteit in het Franse taalgebied en ook in het tweetalig Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

6° de verzekeringsvoorwaarden waarvan sprake in artikel 15, 17°.

**Art. 21.** De beslissing betreffende de erkenning wordt aan de betrokken sportfederatie bij aangetekende brief medegedeeld.

**Art. 22.** De Regering organiseert de verhaalmiddelen tegen de beslissing van niet-erkenning van de federatie of tegen het ontbreken van een beslissing.

**Art. 23.** In geval van tekortkoming aan een van de verplichtingen van dit decreet, kan de erkenning door de Regering opgeschort of ingetrokken worden, na advies van de Hoge Raad en nadat de federatie verzocht werd haar argumenten te laten gelden. Die beslissing wordt onverwijld aan de betrokken sportfederatie bij aangetekende brief medegedeeld.

**Art. 24.** De Regering organiseert de verhaalmiddelen tegen de beslissing van opschorting of intrekking van de erkenning.

**Art. 25.** Elke sportfederatie erkend door de Regering vermeldt die erkenning in al haar officiële documenten.

#### *Afdeling II. — De sportbeoefening door gehandicapten*

**Art. 26.** De Regering kan een sportfederatie erkennen die als doel heeft het beheer en de bevordering van de sportbeoefening door gehandicapten voor zover zij :

1° voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 15 van dit decreet behoudens de punten 11° en 12°;

2° de vertegenwoordiging, de organisatie en de bevordering van al de sportbeoefeningen waarborgt die aangepast zijn aan de handicaps;

3° zo gestructureerd is dat zij in haar midden de sport- en technische specificiteit van de programma's waarborgt.

**Art. 27.** In geval van erkenning door de Regering, wordt de sportfederatie voor gehandicapten wat haar subsidiëring betreft gelijkgesteld met de sportfederaties van categorie I van ten minste 2.500 leden.

**Art. 28.** De bepalingen betreffende de procedures bedoeld bij de artikelen 18, 19, 21, 22, 23 en 24 zijn toepasselijk voor de erkenning van de sportfederatie voor gehandicapten.

**Art. 29.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, kent de Regering aan de sportfederaties aangesloten bij een sportfederatie voor gehandicapten een jaarlijkse werkingstoelage toe waarin begrepen :

1° een tegemoetkoming in de bezoldiging van de geschoolde monitors en in de begeleiding die nodig is voor bepaalde types van handicap;

2° een tegemoetkoming in de kosten van sommige verplaatsingen te wijten aan de sportactiviteiten van de clubs.

**Art. 30.** De Regering bepaalt de nadere regels voor het indienen door de clubs van de aanvragen tot subsidiëring en stelt de voorwaarden voor de toekenning vast rekening houdend met de aard van de handicap en de beoefende sportdiscipline.

*Afdeling III. — De integratie van de gehandicapten  
door pluridisciplinaire sportbeoefeningen en plurihandicaps*

**Art. 31.** De Regering kan een federatie erkennen die als doel heeft personen die allerlei handicaps vertonen te integreren door een diversiteit van sportbeoefeningen, voor zover zij :

1° voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 15 van dit decreet behoudens de punten 11° en 12°;

2° de vertegenwoordiging, de organisatie en de bevordering van al de sportbeoefeningen waarborgt die aangepast zijn aan de handicaps;

3° zo gestructureerd is dat zij in haar midden de sport- en technische specificiteit van de programma's waarborgt.

**Art. 32.** In geval van erkenning door de Regering, wordt de sportfederatie zoals bepaald bij artikel 31 wat haar betoelaging betreft gelijkgesteld met de sportfederaties van categorie III- met ten minste 5.000 leden.

**Art. 33.** De bepalingen betreffende de procedures bedoeld bij de artikelen 18, 19, 21, 22, 23 en 24 zijn toepasselijk voor de erkenning van de sportfederatie bedoeld bij artikel 31.

**Art. 34.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, kent de Regering aan de sportfederaties aangesloten bij een sportfederatie bedoeld bij artikel 31 een jaarlijkse werkingstoelage toe waarin begrepen :

1° een tegemoetkoming in de bezoldiging van de geschoolde monitors en in de begeleiding die nodig is voor bepaalde types van handicap;

2° een tegemoetkoming in de kosten van sommige verplaatsingen te wijten aan de sportactiviteiten van de clubs.

**Art. 35.** De Regering bepaalt de nadere regels voor het indienen door de clubs van de aanvragen voor betoelaging en stelt er de toekenningsvoorwaarden van vast.

**Art. 36.** Wat de toekenning van de aanvullende toelage betreft bedoeld bij artikel 51, kan de Regering de activiteitsgebieden zoals bepaald bij artikel 53 aanpassen om die in overeenstemming te brengen met de doelstellingen van de federatie.

*Afdeling IV. — Een Vereniging van Franstalige sportfederaties*

**Art. 37.** De Regering kan een vereniging van Franstalige sportfederaties erkennen die als doel heeft de bemoeiingen te coördineren in het kader van gemeenschappelijke interessen voor zover zij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° ten minste twee derde van de erkende federaties hergroeperen erkend krachtens dit decreet waaronder ten minste twee derde van de federaties gerangschikt in categorie I in de zin van artikel 16;

3° haar zetel hebben in het franse taalgebied of in het tweetalig Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

4° onder de leiding staan van een beheersorgaan bestaande uit ten minste twaalf leden die allen een leidende functie uitoefenen in de Raad van Beheer van hun respectievelijke federatie; de twee derde van de leden van het beheersorgaan moeten die functie uitoefenen in de sportfederatie gerangschikt in categorie I in de zin van artikel 16;

5° een regelmatige boekhouding houden die de controle toelaat bedoeld bij 7° van dit artikel;

6° in haar statuten de bepalingen opnemen overeenkomstig 1°, 2°, 3° en 4° van dit artikel en aan het bestuur haar statuten en reglement laten geworden, alsook alle wijzigingen die eraan gebracht worden;

7° de inspectie aanvaarden van haar activiteiten en de controle van haar rekenplichtige en administratieve documenten door de ambtenaren die daartoe door de Regering gemachtigd zijn;

8° aan haar aangesloten federaties de betaling van een bijdrage opleggen waarvan het bedrag bepaald is door de algemene vergadering van de vereniging;

9° jaarlijks aan het bestuur de lijst mededelen van haar aangesloten federaties en die hun lidmaatschapsgeld hebben betaald.

**Art. 38.** De bepalingen betreffende de procedures bedoeld bij de artikelen 18, 19, 21, 22, 23 en 24 zijn toepasselijk voor de erkenning van de vereniging van de Franstalige sportfederaties.

**Art. 39.** In geval van erkenning door de Regering van een vereniging van Franstalige sportfederaties, wordt die vereniging voor haar subsidiëring gelijkgesteld met de sportfederaties van categorie I van ten minste 2.500 leden.



**Art. 40.** Wat de toekenning van de aanvullende toelage betreft bedoeld bij artikel 51, kan de Regering de activiteitsgebieden zoals bepaald bij artikel 53 aanpassen.

*Afdeling V. — De Vereniging voor sport op school*

**Art. 41.** In de zin van dit decreet omvat sport op school al de sportactiviteiten georganiseerd voor de leerlingen van het basis- en secundair onderwijs, buiten de leergangprogramma's. Dit soort sportbeoefening heeft tot doel de praktijk van lichamelijke oefeningen, de groei van de belangstelling van de leerling voor sport en de ontplooiing van de leerling.

**Art. 42.** De Regering kan een vereniging van Franstalige sportfederaties erkennen die als doel heeft sport op school te beheren, te coördineren en te bevorderen, zoals bepaald bij artikel 41 voor zover zij :

1° in haar midden de federatie van elk net van het basis- en secundair onderwijs aanvaardt en haar verplicht :

a) opgericht te zijn als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

b) een regelmatige activiteit uit te oefenen overeenkomstig haar doelstelling;

c) van de aangesloten leerlingen de betaling van een bijdrage te eisen, waarvan het minimum bedrag door haar algemene vergadering wordt vastgesteld;

d) door haar algemene vergadering de geschikte bepalingen te laten goedkeuren opdat haar leden zouden verzekerd zijn op het vlak van wettelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade;

e) de inspectie van haar activiteiten te laten controleren door de ambtenaren daartoe door de Regering gemachtigd;

2° voldoet aan de voorwaarden bepaald bij 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 14° en 25° van artikel 15;

3° onder de leiding staat van een beheersorgaan bestaande uit een gelijk aantal vertegenwoordigers per schoolfederatie;

4° een regelmatige activiteit uitoefent overeenkomstig haar doelstelling.

**Art. 43.** De bepalingen betreffende de procedures bedoeld bij de artikelen 18, 19, 21, 22, 23 en 24 zijn toepasselijk voor de erkenning van de vereniging voor sport op school bedoeld bij artikel 42.

*Afdeling VI. — De Vereniging voor sport in het hoger onderwijs*

**Art. 44.** In de zin van dit decreet bestaat sport in het hoger onderwijs uit de sportactiviteiten georganiseerd buiten de leergangprogramma's voor de studenten ingeschreven in een universitaire instelling bedoeld bij het decreet van 5 september 1994 van de Raad van de Franse Gemeenschap of in een instelling van hoger kunstonderwijs bedoeld bij de wetgeving die in toepassing is in de Franse Gemeenschap of een hogeschool bedoeld bij het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

**Art. 45.** Wordt als sportcentrum in het hoger onderwijs beschouwd, het centrum dat in een universitaire instelling, een hogeschool of een instelling voor kunstonderwijs georganiseerd is, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, opgericht, geanimeerd en beheerd door private personen en die beantwoorden aan de doelstellingen bedoeld bij artikel 1, 8°.

**Art. 46.** De Regering kan een vereniging voor sport in het hoger onderwijs erkennen die als doel heeft sport in het hoger onderwijs te beheren, te coördineren en te bevorderen, zoals bepaald bij artikel 41 voor zover zij :

1° in haar midden een enkel sportcentrum per universitaire instelling, hogeschool of instelling voor hoger kunstonderwijs aanvaardt en haar verplicht :

a) een regelmatige activiteit uit te oefenen overeenkomstig haar doelstelling en daartoe over de nodige sportinfrastructuren te beschikken;

b) onder de leiding te staan van een raad van bestuur bestaande uit ten minste zeven leden onder wie het merendeel studenten zijn die gekozen werden door de leden van het sportcentrum;

c) van de aangesloten studenten de betaling van een bijdrage te eisen, waarvan het minimum bedrag door haar algemene vergadering wordt vastgesteld;

d) door haar algemene vergadering de geschikte bepalingen te laten goedkeuren opdat haar leden zouden verzekerd zijn op het vlak van wettelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade;

e) de inspectie van haar activiteiten te laten controleren door de ambtenaren daartoe door de Regering gemachtigd;

2° voldoet aan de voorwaarden bepaald bij 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 14° en 25° van artikel 15;

3° onder de leiding staat van een beheersorgaan bestaande uit een gelijk aantal vertegenwoordigers per sportcentrum in het hoger onderwijs;

4° een regelmatige activiteit uitoefent overeenkomstig haar doelstelling.

**Art. 47.** De bepalingen betreffende de procedures bedoeld bij de artikelen 18, 19, 21, 22, 23 en 24 zijn toepasselijk voor de erkenning van de vereniging voor sport in het hoger onderwijs bedoeld bij artikel 46.

*HOOFDSTUK V. — De betoelaging*

*Afdeling I. — De sportfederaties*

**Art. 48.** Binnen de perken van de daartoe bepaalde begrotingskredieten kent de Regering aan elke erkende sportfederatie een jaarlijkse werkingstoelage toe, bestaande uit :

1° een vast gedeelte;

2° een tegemoetkoming in de uitgaven van het administratief kader.

**Art. 49.** Het vaste gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelage, bepaald bij artikel 48, 1° is vastgesteld op :

1° 500.000 frank voor de sportfederaties gerangschikt in categorie I, die ten minste 2500 leden beoefenaars tellen;  
2° 350 000 frank voor de sportfederaties :

a) gerangschikt in categorie I, die minder dan 2500 leden beoefenaars tellen;

b) gerangschikt in categorie II, die ten minste 2500 leden beoefenaars tellen;

c) gerangschikt in categorie III, die ten minste 5000 leden beoefenaars tellen;

3° 200 000 frank voor de sportfederaties :

- a) gerangschikt in categorie II, die ten minste 2500 leden beoefenaars tellen;
- b) gerangschikt in categorie III, die ten minste 5000 leden beoefenaars tellen.

De bedragen van het vast gedeelte van de toelage zijn gekoppeld aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen. De basisindex is deze van de maand die de inwerkingtreding van deze bepaling voorafgaat.

**Art. 50.** De tegemoetkoming in de uitgaven van het administratief kader bepaald bij artikel 48, 2° dekt een gedeelte van de bezoldigingen betaald aan de leden van het administratief kader, die gedurende het vorig kalenderjaar met voltijdse of deeltijdse opdracht werden tewerkgesteld met een minimum dat overeenstemt met een halfzijdse opdracht.

De bezoldigingen bedoeld bij het vorig lid omvatten het bruto bedrag van de wedde, het vakantiegeld en de toelagen of eindejaarsvergoedingen alsook de bijdragen of tegemoetkomingen door de werkgever betaald krachtens de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende betrekkingen, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in een sportfederatie alsook hun kwalificatie.

De Regering bepaalt het percent van de tegemoetkoming met een maximum van negentig percent, zij stelt eveneens het aantal leden van het administratief kader vast, wier bezoldiging in rekening kan genomen worden voor de berekening van de tegemoetkoming, rekening houdend met het aantal leden aangesloten bij de sportfederatie en haar rangschikking krachtens artikel 16 van dit decreet.

**Art. 51.** Binnen de perken van de daartoe bepaalde begrotingskredieten kan de Regering aan de sportfederaties erkend op basis van door de Regering goedgekeurde programmaplannen een aanvullende werkingstoelage toekennen, na advies van de bij artikel 52 bedoelde Commissie.

Het programma-plan strekt zich uit over een periode van vier jaar die aanvangt de 1e januari die volgt op de inrichting van de Olympische Zomerspelen en die eindigt de 31e december die volgt op de inrichting van de volgende Olympische Zomerspelen.

Wat de sportfederaties betreft die een winterdiscipline beheren, wordt de spreidingsperiode van een programma-plan bepaald rekening houdend met de vervaltermijnen die afhangen van de inrichting van de Olympische Winterspelen.

De sportfederaties actualiseren jaarlijks hun programma-plan. Daartoe bezorgen zij aan de Regering inzonderheid een activiteitenverslag over het vorig begrotingsjaar.

**Art. 52.** Een adviescommissie wordt ingesteld om de programmaplannen te onderzoeken.

zij bestaat uit :

- een Franstalige vertegenwoordiger van het Belgisch, Olympisch en Interfederaal Comité en een plaatsvervanger;
- drie deskundigen en drie plaatsvervangers;
- twee leden van de Hoge Raad en twee plaatsvervangers.

Al de leden zijn door de Regering benoemd voor een periode van vier jaar die aanvangt de eerste januari die volgt op de inrichting van de Olympische Zomerspelen en die eindigt de 31e december die volgt op de volgende Olympische Zomerspelen. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Wanneer een lid zijn hoedanigheid verliest krachtens welke hij werd aangesteld, wordt er voor zijn vervanging gezorgd voor de overblijvende duur van het mandaat.

De commissie stelt in haar midden een voorzitter, een ondervoorzitter aan en stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie voor Sport van het ministerie van de Franse Gemeenschap wonen eveneens met raadgevende stem de vergaderingen van de commissie bij.

**Art. 53.** Het programma-plan ingediend door een erkende sportfederatie bevat :

1° een activiteitenprogramma dat desgevallend beschrijving geeft van :

a) de acties waarin voorzien is inzake bevordering van de discipline, hulpverlening bij de rekrutering en de uitbreiding van sport voor allen;

b) de kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen nagestreefd inzake sport op hoog niveau en programmatie om die te bereiken

c) de acties gevoerd door betrokken federatie inzake vorming van sportkaders, overeenkomstig hoofdstuk VI van dit decreet;

d) de aan te wenden middelen voor de bestrijding van de doping;

2° het sportkader dat nodig is voor de uitvoering van het programma;

3° de beheersstrategie en de middelen die de federatie zich voorneemt in het werk te stellen voor zijn realisatie met inbegrip van de medische nazorg;

4° het gedetailleerd begrotingsproject dat nodig is voor zijn effectieve verwezenlijking en de geldmiddelen die zullen toelaten in de nodig geachte uitgaven tegemoet te komen;

5° de lijst van de aanvragen van subsidies die de federatie zich voorneemt in te dienen bij de Franse Gemeenschap n het kader van de verwezenlijking van haar programma-plan.

**Art. 54.** De Regering bepaalt de te volgen procedure voor de indiening en het onderzoek van de programmaplannen en voor de aanvragen tot subsidiëring die erop betrekking hebben.

Zij bepaalt voor elke categorie van federatie zoals bepaald bij artikel 16 en zo nodig in elke federatie de activiteitsgebieden die bij het programma-plan kunnen betrokken zijn.

Een toelage in haar geheel of een gedeelte ervan dat niet verantwoord wordt, kan verhaald worden op de bedragen van elke toelage die later aan de federatie wordt toegekend op basis van dit decreet of op basis van de reglementaire teksten.

**Art. 55.** De bij artikel 51 bedoelde toelage bestaat uit twee delen :

- 1° een tegemoetkoming in de uitvoering van de activiteiten;
- 2° een tegemoetkoming in de uitgaven voor het sportkader.

**Art. 56.** Voor de berekening van de tegemoetkoming in de verwezenlijking van de activiteiten, bepaalt de Regering voor elke sportfederatie :

- 1° de activiteiten die kunnen in aanmerking genomen worden voor de betoelaging;
- 2° de types van subsidieerbaar geachte uitgaven;
- 3° de maximale waarden voor de tegemoetkoming van toepassing op de subsidieerbaar geachte uitgaven;
- 4° de percenten van de tegemoetkoming ten belope van een maximum van 90 % toepasselijk op de programma's waarvan sprake in artikel 53, 1°;

rekening houdend met het belang van de activiteiten van het programma-plan, van hun doelstellingen, van de rangschikking van de sportfederatie, van de eigen financiële middelen van de federatie en, desgevallend, van de verwezenlijking van de vorige programma's.

**Art. 57.** De tegemoetkoming in de kosten van het sportkader dekt een gedeelte van de bezoldigingen betaald tijdens het lopende jaar aan de leden van het sportkader tewerkgesteld tijdens het vorig kalenderjaar met voltijdse of deeltijdse opdracht, met een minimum dat overeenstemt met een halftijdse betrekking.

De in het vorig lid bedoelde bezoldigingen omvatten het bruto bedrag van de wedde, het vakantiegeld, en de toelagen of eindejaarsvergoedingen, alsook de bijdragen of tegemoetkomingen door de werkgever betaald krachtens de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende betrekkingen, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in een sportfederatie alsook hun kwalificatie.

De Regering bepaalt het percent van de tegemoetkoming met een maximum van negentig percent. zij stelt eveneens het aantal leden van het administratief kader vast, wier bezoldiging in rekening kan genomen worden voor de berekening van de tegemoetkoming, rekening houdend met de rangschikking van de federatie, het goedgekeurde programma-plan en de aard van de voorgenomen taken.

**Art. 58.** De jaarlijkse werkingstoelage bedoeld bij artikel 48 wordt aan de sportfederatie in de loop van het eerste semester van het lopende jaar gestort.

**Art. 59.** In de loop van het eerste semester van elk jaar kan er aan de sportfederatie een voorschot gestort worden op de aanvullende toelage bedoeld bij artikel 51, die betrekking heeft op het lopende jaar.

Dit voorschot mag niet hoger zijn dan vijftig percent van het bedrag van de aanvullende toelage toegekend aan dezelfde

gerechtigde voor het vorig jaar. In de loop van het tweede semester van het jaar kan er aan de sportfederatie een bijkomend voorschot van vijftientig percent gestort worden voor zover zij verantwoording geeft van de rekenplichtige besteding van het eerste voorschot.

#### *Afdeling II. — De Vereniging voor sport op school*

**Art. 60.** Binnen de perken van de daartoe bepaalde begrotingskredieten kent de Regering aan elke vereniging voor sport op school erkend krachtens artikel 42 een jaarlijkse werkingstoelage toe, bestaande uit :

- 1° een vast gedeelte;
- 2° een tegemoetkoming in de uitgaven van het administratief kader.

**Art. 61.** Het vaste gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelage, bepaald bij artikel 60, 1° wordt verdeeld naar rata van :

- 1° 1 000 000 frank voor de werkingskosten van de vereniging voor sport op school;
- 2° 1 000 000 frank voor de werkingskosten van de schoolfederaties die de vereniging voor sport op school vormen, te verdelen onder hen naar rata van de respectievelijke schoolbevolkingen.

De bedragen van het vaste gedeelte van de toelage zijn gekoppeld aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen. De basisindex is deze van de maand die de inwerkingtreding van deze bepaling voorafgaat.

**Art. 62.** De tegemoetkoming in de uitgaven van het administratief kader bepaald bij artikel 60, 2° dekt een gedeelte van de bezoldigingen betaald door de vereniging voor sport op school aan de leden van het administratief kader, die gedurende het vorig kalenderjaar met voltijdse of met deeltijdse opdracht werden tewerkgesteld met een minimum dat overeenstemt met een halftijdse opdracht.

De bezoldigingen bedoeld bij het vorig lid omvatten het bruto bedrag van de wedde, het vakantiegeld en de toelagen of eindejaarsvergoedingen alsook de bijdragen of tegemoetkomingen door de werkgever betaald krachtens de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende betrekkingen, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in een vereniging voor sport op school of in een sportfederatie alsook hun kwalificatie.

De Regering bepaalt het percent van de tegemoetkoming met een maximum van negentig percent. Zij stelt eveneens het aantal leden van het administratief kader vast, wier bezoldiging in rekening kan genomen worden voor de berekening van de tegemoetkoming.

**Art. 63.** Binnen de perken van de daartoe bepaalde begrotingskredieten kan de Regering aan de vereniging voor sport op school erkend op basis van een door de Regering goedgekeurd programma-plan een aanvullende werkingstoelage toekennen.

Het programma-plan strekt zich uit over een periode van vier jaar die aanvangt de 1e januari die volgt op de inrichting van de Olympische Zomerspelen en die eindigt de 31e december die volgt op de inrichting van de volgende Olympische Spelen.

De vereniging voor sport op school bezorgt aan het bestuur onder meer het activiteitenverslag over het vorig begrotingsjaar.

**Art. 64.** Het programma-plan ingediend door de vereniging voor sport op school bevat :

1° een activiteitenprogramma dat desgevallend de acties bepaalt die gevoerd worden inzake bevordering van de sport.

dit programma wordt voorgelegd in de vorm van ofwel :

a) activiteiten die gemeen zijn aan ten minste twee van de federaties bedoeld bij artikel 42, 1° gevoerd in samenwerking met de sportfederatie van de betrokken discipline;;

b) activiteiten die gemeen zijn aan ten minste twee van de federaties bedoeld bij artikel 42, 1°;

c) activiteiten die eigen zijn aan de federaties bedoeld bij artikel 42, 1°;

2° het sport- en het technisch kader nodig voor de uitvoering van het programma;

3° de beheersstrategie en de middelen die de vereniging voor sport op school zich voorneemt in het werk te stellen voor zijn realisatie;

4° het gedetailleerd begrotingsproject dat nodig is voor zijn effectieve verwezenlijking en de geldmiddelen die zullen toelaten in de nodig geachte uitgaven tegemoet te komen;

5° de lijst van de aanvragen van subsidies die de vereniging voor sport op school zich voorneemt in te dienen bij de Franse Gemeenschap n het kader van de verwezenlijking van haar programmaplan.

**Art. 65.** De Regering bepaalt de te volgen procedure voor de indiening en het onderzoek van de programma-plannen en voor de aanvragen tot subsidiëring die erop betrekking hebben.

Een toelage in haar geheel of een gedeelte ervan die niet verantwoord wordt, kan verhaald worden op de bedragen van elke toelage die later aan de federatie wordt toegekend op basis van dit decreet of op basis van de reglementaire teksten.

**Art. 66.** De bij artikel 63 bedoelde toelage bestaat uit twee delen :

1° een tegemoetkoming in de uitvoering van de activiteiten;

2° een tegemoetkoming in de uitgaven voor het sportkader.

**Art. 67.** Voor de berekening van de tegemoetkoming in de verwezenlijking van de activiteiten, bepaalt de Regering de percentages in acht genomen voor elk type van als subsidieerbaar geachte uitgave, rekening houdend met het belang van de activiteiten van het programma-plan, van hun doelstellingen, van de eigen financiële middelen van de vereniging voor sport op school en, desgevallend, van de verwezenlijking van de vorige programma's.

Deze percentages mogen in geen geval hoger zijn dan negentig percent van de begroting van de als aanneembaar geachte uitgaven.

De Regering kan een maximale waarde bepalen voor het totaal bedrag van de als aanneembaar geachte uitgaven.

**Art. 68.** De tegemoetkoming in de kosten van het sportkader dekt een gedeelte van de bezoldigingen door de vereniging voor sport op school betaald tijdens het lopende jaar aan haar personeelsleden tewerkgesteld tijdens het vorig kalenderjaar met een voltijdse of deeltijdse opdracht, met een minimum dat overeenstemt met een halftijdse betrekking.

De in het vorig lid bedoelde bezoldigingen omvatten het bruto bedrag van de wedde, het vakantiegeld, en de toelagen of eindejaarsvergoedingen, alsook de bijdragen of tegemoetkomingen door de werkgever betaald krachtens de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende betrekkingen, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in de vereniging voor sport op school of in een sportfederatie alsook hun kwalificatie.

De Regering bepaalt het percent van de tegemoetkoming met een maximum van negentig percent. Zij stelt eveneens het aantal leden van het sportkader vast, wier bezoldiging in rekening kan genomen worden voor de berekening van de tegemoetkoming, rekening houdend met het goedgekeurde programma-plan en de aard van de voorgenomen taken.

**Art. 69.** De jaarlijkse werkingstoelage bedoeld bij artikel 60 wordt aan de vereniging voor sport op school in de loop van het eerste semester van het lopende jaar gestort.

**Art. 70.** In de loop van het eerste semester van elk jaar kan er aan de sportfederatie een voorschot gestort worden op de aanvullende toelage bedoeld bij artikel 63, die betrekking heeft op het lopende jaar.

Dit voorschot mag niet hoger zijn dan vijftig percent van het bedrag van de aanvullende toelage toegekend aan dezelfde gerechtigde voor het vorig jaar. In de loop van het tweede semester van het jaar kan er aan de sportfederatie een bijkomend voorschot van vijftientwintig percent gestort worden voor zover zij verantwoording geeft van de rekenplichtige besteding van het eerste voorschot.

### *Afdeling III. — De Vereniging voor sport in het hoger onderwijs*

**Art. 71.** Binnen de perken van de daartoe bepaalde begrotingskredieten kent de Regering aan de vereniging voor sport in het hoger onderwijs erkend krachtens artikel 46 een jaarlijkse werkingstoelage toe, bestaande uit :

1° een vast gedeelte;

2° een tegemoetkoming in de uitgaven van het administratief kader.

**Art. 72.** Het vaste gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelage, bepaald bij artikel 71, 1° wordt verdeeld naar rata van :

1° 500 000 frank voor de werkingskosten van de vereniging voor sport in het hoger onderwijs;

2° 200 000 frank per sportcentrum voor zijn werkingskosten.

**Art. 73.** De tegemoetkoming in de uitgaven van het administratief kader bepaald bij artikel 71, 2° dekt een gedeelte van de bezoldigingen betaald aan de leden van het administratief kader, die gedurende het vorig kalenderjaar met een voltijdse of een deeltijdse opdracht werden tewerkgesteld, met een minimum dat overeenstemt met een halftijdse opdracht.

De bezoldigingen bedoeld bij het vorig lid omvatten het bruto bedrag van de wedde, het vakantiegeld en de toelagen of eindejaarsvergoedingen alsook de bijdragen of tegemoetkomingen door de werkgever betaald krachtens de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende betrekkingen, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in een vereniging voor sport in het hoger onderwijs of in een sportfederatie alsook hun kwalificatie.

De Regering bepaalt het percent van de tegemoetkoming met een maximum van negentig percent. Zij stelt eveneens het aantal leden van het administratief kader vast, wier bezoldiging in rekening kan genomen worden voor de berekening van de tegemoetkoming.

**Art. 74.** Binnen de perken van de daartoe bepaalde begrotingskredieten kan de Regering aan de vereniging voor sport in het hoger onderwijs erkend op basis van een door de Regering goedgekeurd programma-plan een aanvullende werkingstoelage toekennen.

Het programma-plan strekt zich uit over een periode van vier jaar die aanvangt de 1e januari die volgt op de inrichting van de Olympische Zomerspelen en die eindigt de 31e december die volgt op de inrichting van de volgende Olympische Spelen.

Daartoe bezorgt de vereniging aan de Regering onder meer het activiteitenverslag over het vorig begrotingsjaar.

**Art. 75.** Het programma-plan ingediend door de vereniging voor sport in het hoger onderwijs bevat :

1° een activiteitenprogramma dat de acties bepaalt die gevoerd worden inzake bevordering van de sport; dit programma wordt voorgelegd in de vorm van :

a) ofwel activiteiten die gemeen zijn aan de sportcentra;

b) ofwel activiteiten die eigen zijn aan elk sportcentrum;

2° het sportkader nodig voor de uitvoering van het programma;

3° de beheersstrategie en de middelen die de vereniging voor sport in het hoger onderwijs zich voorneemt in het werk te stellen voor zijn realisatie;

4° de gedetailleerde begroting die nodig is voor zijn effectieve verwezenlijking en de geldmiddelen die zullen toelaten in de nodig geachte uitgaven tegemoet te komen;

5° de lijst van de aanvragen van subsidies die de vereniging voor sport in het hoger onderwijs zich voorneemt in die dienen bij de Franse Gemeenschap n het kader van de verwezenlijking van haar programma-plan.

**Art. 76.** De Regering bepaalt de te volgen procedure voor de indiening en het onderzoek van de programma-plannen en voor de aanvragen tot subsidiëring die erop betrekking hebben.

Een toelage in haar geheel of een gedeelte ervan dat niet verantwoord wordt, kan verhaald worden op de bedragen van elke toelage die later aan de federatie wordt toegekend op basis van dit decreet of op basis van de reglementaire teksten.

**Art. 77.** De bij artikel 74 bedoelde toelage bestaat uit twee delen :

1° een tegemoetkoming in de uitvoering van de activiteiten 2° een tegemoetkoming in de uitgaven voor het sportkader.

**Art. 78.** Voor de berekening van de tegemoetkoming in de verwezenlijking van de activiteiten, bepaalt de Regering voor de vereniging voor sport in het hoger onderwijs :

1° de voor de betoelaging aanvaardbare activiteiten;

2° de types van als subsidieerbaar geachte uitgaven;

3° de plafons van de tegemoetkoming die toepasselijk zijn op de als subsidieerbaar geachte uitgaven;

4° de percentages van de tegemoetkoming ten belope van een maximum van 90 % toepasselijk op de programma's waarvan sprake in artikel 53, 1°;

rekening houdend met het belang van de activiteiten van het programma-plan, van hun doelstellingen, van de rangschikking van de vereniging voor sport in het hoger onderwijs, van de eigen financiële middelen van de vereniging en, desgevallend, van de verwezenlijking van de vorige programma's.

**Art. 79.** De tegemoetkoming in de kosten van het sportkader dekt een gedeelte van de bezoldigingen door de vereniging voor sport in het hoger onderwijs betaald tijdens het lopende jaar aan haar personeelsleden tewerkgesteld tijdens het vorig kalenderjaar met een voltijdse of deeltijdse opdracht, met een minimum dat overeenstemt met een halftijdse betrekking.

De in het vorig lid bedoelde bezoldigingen omvatten het bruto bedrag van de wedde, het vakantiegeld, en de toelagen of eindejaarsvergoedingen, alsook de bijdragen of tegemoetkomingen door de werkgever betaald krachtens de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende betrekkingen, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in de vereniging voor sport in het hoger onderwijs of in een sportfederatie alsook hun kwalificatie.

De Regering bepaalt het percent van de tegemoetkoming met een maximum van negentig percent. Zij stelt eveneens het aantal leden van het sportkader vast, wier bezoldiging in rekening kan genomen worden voor de berekening van de tegemoetkoming, rekening houdend met het goedgekeurde programma-plan en de aard van de voorgenomen taken.

**Art. 80.** De jaarlijkse werkingstoelage bedoeld bij artikel 71 wordt aan de vereniging voor sport in het hoger onderwijs in de loop van het eerste semester van het lopende jaar gestort.

**Art. 81.** In de loop van het eerste semester van elk jaar kan er aan de sportfederatie een voorschot gestort worden op de aanvullende toelage bedoeld bij artikel 74, die betrekking heeft op het lopende jaar.

Dit voorschot mag niet hoger zijn dan vijftig percent van het bedrag van de aanvullende toelage toegekend aan dezelfde gerechtigde voor het vorig jaar. In de loop van het tweede semester van het jaar kan er aan de sportfederatie een bijkomend voorschot van vijftientig percent gestort worden voor zover zij verantwoording geeft van de rekenplichtige besteding van het eerste voorschot.

#### HOOFDSTUK VI. — *De opleiding*

##### *Afdeling I.* — Algemene en specifieke opleidingen van sportkaders

**Art. 82.** De opleiding van de sportkaders omvat een specifieke opleiding voor elke sportdiscipline of groep van gelijkaardige sportdisciplines aangevuld volgens het niveau met een algemene opleiding die identiek is voor al de sportdisciplines.

**Art. 83.** De Regering, na advies van de Hoge Raad, organiseert ofwel rechtstreeks ofwel bij delegatie de algemene opleiding die identiek is voor al de sportdisciplines. Zij zorgt voor de bepaling van :

- 1° de organisatievoorwaarden;
- 2° het programma en de inhoud;
- 3° de toegangsvoorwaarden;
- 4° de nadere regels voor de evaluatie,;
- 5° de kwalificaties en desgevallend de nuttige ervaring vereist van de tussenkomende personen;
- 6° de voorwaarden voor de vrijstellingen van opleidingselementen;
- 7° de nadere regels voor het uitreiken en de homologatie van de getuigschriften van slagen.

Deze opleiding betreft onder meer de volgende leerstoffen :

- 1° de fysiologie;
- 2° de theorie over de training;
- 3° de methodologie.

De Regering kan de inrichting van de algemene opleidingen in hun geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan :

- 1° openbare of private onderwijsinstellingen;
- 2° openbare of private organismen die beschouwd worden als gespecialiseerde zijnde inzake opleiding.

De Regering kan erkenning geven aan de algemene opleidingen georganiseerd door openbare of private onderwijsinstellingen of door openbare of private organismen gespecialiseerd inzake opleiding die zij daartoe erkent.

**Art. 84.** De sportfederaties aangesteld door de Regering organiseren ofwel rechtstreeks ofwel per delegatie de opleiding die hen specifiek is. De Regering na raadpleging van die federaties bepaalt voor elk opleidingstype en elk opleidingsniveau :

- 1° de bevoegdheidsgebieden;
- 2° de organisatievoorwaarden;
- 3° het programma en de inhoud;
- 4° de toegangsvoorwaarden;
- 5° de nadere regels voor de evaluatie;
- 6° de kwalificaties en desgevallend de nuttige ervaring vereist van de tussenkomende personen;
- 7° de voorwaarden voor de vrijstellingen van opleidingselementen;
- 8° de nadere regels voor de homologatie van de brevetten uitgereikt door de aangestelde sportfederaties.

Deze specifieke opleidingen hebben onder meer betrekking op de volgende leerstoffen :

- 1° de toegepaste fysiologie;
- 2° de didactiek;
- 3° de theorie over de training;

Mits het akkoord van de Regering kunnen de sportfederaties de inrichting in hun geheel of gedeeltelijk van de opleidingen van de kaders toevertrouwen aan :

- 1° openbare of private onderwijsinstellingen;
- 2° openbare of private organismen die beschouwd worden als specialisten in betrokken discipline.

De Regering kan erkenning geven aan de algemene opleidingen georganiseerd door openbare of private onderwijsinstellingen of door openbare of private organismen gespecialiseerd inzake opleiding die zij daartoe erkent.

De aangestelde sportfederaties reiken de brevetten uit die de opleidingen bekrachtigen die zij rechtstreeks of per delegatie organiseren.

**Art. 85.** De Regering is gemachtigd, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 84, rechtstreeks of per delegatie, specifieke opleidingen voor niet-georganiseerde sportdisciplines te organiseren onder de dekmantel van een sportfederatie alsook in de sector sport voor allen en in de socio-sportieve sector.

##### *Afdeling II.* — Bijzondere opleidingen

**Art. 86.** De Regering kan na advies van de Hoge Raad hetzij rechtstreeks hetzij per delegatie bijzondere opleidingen organiseren voor :

- 1° de sportdirigenten;
- 2° de sportambtenaren;
- 3° de beheerders van sportinfrastructuren.

De Regering kan de organisatie van bijzondere opleidingen geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan :

- 1° openbare of private onderwijsinstellingen;
- 2° openbare of private organismen die beschouwd worden als specialisten inzake opleiding.

Daartoe bepaalt zij voor elk type en elk niveau van bijzondere opleiding :

- 1° de bevoegdheidsgebieden;
- 2° de organisatievoorwaarden;
- 3° het programma en de inhoud;
- 4° de toegangsvoorwaarden;
- 5° de nadere regels voor de evaluatie,;
- 6° de kwalificaties en desgevallend de nuttige ervaring vereist van de tussenkomende personen;
- 7° de voorwaarden voor de vrijstellingen van opleidingselementen;
- 8° de nadere regels voor de uitreiking en de homologatie van de brevetten.

In die opleidingen worden onder meer noties over boekhouding, marketing en personeelsbeheer gegeven.

De Regering kan erkenning geven aan de bijzondere opleidingen georganiseerd door organismen of instellingen die zij daartoe erkent.

#### HOOFDSTUK VII. — *Sport voor allen*

**Art. 87.** Sport voor allen heeft als kenmerk de beoefening van een sportactiviteit, buiten de traditionele sportstructuren.

**Art. 88.** De Regering bepaalt de doelstellingen van sport voor allen, steunt en ontwikkelt programma's ter bevordering van zijn beoefening. Daartoe sluit zij overeenkomsten af met organismen, onder andere met de gemeenten en de sport- of schoolfederaties voor programma's ter bevordering van zijn beoefening door het grootst mogelijk aantal mensen.

**Art. 89.** De Regering kan een vereniging voor coördinatie van de beweging sport voor allen erkennen voor zover zij beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij artikel 15, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 12°, 14°.

**Art. 90.** In geval van erkenning door de Regering wordt de vereniging voor coördinatie van de beweging sport voor allen inzake betoelaging gelijkgesteld met de sportfederaties van categorie III met ten minste 5.000 leden.

**Art. 91.** De Regering bepaalt de activiteitsgebieden die in rekening kunnen genomen worden voor de toekenning van de aanvullende toelage bedoeld bij artikel 51.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 92.** Opgeheven worden :

- 1° het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen ter bevordering van de beoefening van de fysische activiteiten, de sport en het openluchtlevens door gehandicapten, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 1981;
- 2° het decreet van 3 juli 1991 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de sportfederaties en de coördinatieorganen;
- 3° het decreet van 5 juli 1985 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra en van de schoolsportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze inrichtingen.

**Art. 93.** In afwijking van artikel 14, lid 2 kan het in 4° bedoelde lid gedurende 4 jaar een vroegere beoefenaar zijn die niet meer aan hoge competitie deelneemt.

**Art. 94.** De erkenningen toegekend op basis van de decreten bedoeld bij artikel 92 worden tot 31 december 1999 verlengd.

**Art. 95.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2000 behoudens artikel 94 dat op 1 januari 1999 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 april 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,  
de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J-C. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet nr. 273-1. — Amendementen van de commissie : nrs 273-2 tot 273-64. — Verslag : nr. 273-65.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 30 maart 1999.